



Jean-Daniel Ruch dans son jardin, avec la vue sur le Graitery quelque peu camouflée par les arbres.
Source: Matthias Käser

«La morale n'est pas une bonne boussole», selon l'ancien ambassadeur Jean-Daniel Ruch

C'est une faiblesse politique de la Suisse que de ne plus être perçue comme neutre dans une grande partie du monde. C'est l'avis de l'ancien ambassadeur, Jean-Daniel Ruch.

Tobias Graden

Publié: 15.06.2024, 06:00

Originaire d'Eschert et amoureux du Graitery, Jean-Daniel Ruch aurait dû devenir secrétaire d'État. Mais coup d'éclat en septembre dernier, il annonce sa démission avant même d'entrer en fonction. L'actuelle présidente de la Confédération, Viola Ahmerd, serait à l'origine de ce revirement, à cause de diverses affaires médiatiques aussi floues qu'obscurcs. Aujourd'hui, celui qui a exercé en tant qu'ambassadeur durant près de 15 ans vient de publier son autobiographie, «Crimes et tremblements». À cette occasion, Jean-Daniel Ruch livre ses points de vue, souvent très tranchés, sur ce qui fait le monde, et la position de la Suisse dans tout ça.

Jean-Daniel Ruch, nous sommes chez vous, à Eschert. Que représente cet endroit pour vous?

J'ai vécu plus de 25 ans à l'étranger. Mais il est important d'avoir un centre dans sa vie, et le mien est ici. C'est ici qu'est ma famille, et je connais beaucoup de gens. La nature est aussi extrêmement importante pour moi. Ces montagnes, ces forêts, ces arbres... Quand j'étais enfant, je pensais que ces montagnes avaient une âme. Aujourd'hui encore, je leur parle. J'ai l'impression que le Graitery est une sorte de dieu qui me protège.

Contrairement à Moutier, Eschert reste dans le canton de Berne. Qu'en pensez-vous?

C'est le choix des habitants, il faut le respecter. Même si j'aurais souhaité qu'en 2013, tout le Jura bernois, jusqu'à La Neuveville, se prononce pour la création d'un grand canton du Jura. À mon avis, on se porterait mieux en constituant une grande partie du Jura plutôt qu'une petite minorité dans le canton de Berne.

Vous avez grandi dans les années 1970 avec en filigrane, la Question jurassienne. Dans quelle mesure ce contexte a-t-il influencé votre conscience politique?

Très fortement. Il y avait beaucoup de violence dans les discours, mais aussi dans la rue. Cela m'a profondément marqué. Plus tard, j'ai toujours cherché à trouver des solutions qui apportent de la stabilité, et qui permettent de surmonter les émotions telles que la haine et la violence. Dans les Balkans, mais aussi au Proche-Orient.

La neutralité de la Suisse a toujours été un leitmotiv important de votre action. Quelle est votre conception de la neutralité?

Le droit à la neutralité signifie ne pas prendre parti dans un conflit. Sur le plan politique, celle-ci signifie écouter les deux parties, essayer de les comprendre et tenter une médiation entre elles. Toutefois, cela ne veut pas dire que nous devons accepter les violations du droit international. Elles doivent être condamnées.

Dans cette optique, selon vous, la Suisse est-elle neutre dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine?

D'un point de vue juridique, oui. Mais la neutralité n'est pas une science exacte. Il s'agit d'une perception politique qui a lieu dans un certain contexte historique. D'un point de vue politique, l'une des faiblesses de la Suisse est justement que nous ne sommes plus perçus comme étant neutres par une grande partie du monde, notamment la Russie. La conférence du Bürgenstock est d'ailleurs un signe de solidarité avec l'Ukraine et l'Occident.

Finalement, la Suisse fait partie de l'Occident et partage ses valeurs.

En fin de compte, c'est une question d'identité. Voulons-nous continuer à apparaître comme un cas particulier ou devenir une sorte de Luxembourg avec des montagnes? Il est indéniable que nous appartenons à la communauté des valeurs occidentales. Mais c'est aussi une question de business. Entre 70% et 80% de notre commerce extérieur passe par l'Europe et l'Amérique du Nord.

Au vu de la violence de l'agression russe, il y a finalement une composante morale.

Mais il faudrait alors appliquer ces normes morales à tous les conflits, partout dans le monde. Il aurait alors fallu accorder le statut S à des personnes venant d'Irak, de Libye ou de Syrie. La morale n'est pas une bonne boussole.

Qu'est-ce qui est mieux?

Le droit international est une bonne boussole, ainsi que la conscience de notre identité et de nos intérêts. J'attends avec impatience le débat qui nous attend avec l'initiative sur la neutralité (réd: texte déposé à la Chancellerie fédérale au mois de mars).

Quelle est votre position sur cette initiative?

Je n'ai pas encore décidé de mon vote. Je dois dire que les personnes qui sont derrière cette initiative ne correspondent pas à mes préférences politiques. Mais que signifierait l'acceptation de l'initiative? Nous ne reprendrions que les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour ainsi dire jamais, le Conseil de sécurité n'obtenant que très rarement l'unanimité sur de telles questions...

Cela s'est toutefois déjà produit, par exemple dans le cas de la Yougoslavie. Dans un monde de plus en plus polarisé, cela deviendra toujours plus difficile. En principe, la Suisse devrait être en mesure de déterminer elle-même sa politique au cas par cas.

C'est justement ce que l'initiative empêcherait. Elle veut inscrire dans la Constitution une interprétation stricte de la neutralité. Cela limiterait fortement notre marge de manœuvre, non?

Mais cela nous aiderait aussi à pouvoir exposer plus clairement notre point de vue face à d'autres puissances – dans le cas actuel, l'OTAN et les Etats-Unis. Un tel article constitutionnel renforcerait le Conseil fédéral. Il existe aussi un mouvement opposé, le manifeste de 90 personnalités, dont d'anciens conseillers fédéraux. Leurs revendications s'apparentent à un abandon de la neutralité. C'est aussi une position compréhensible. Nous vivons une époque dangereuse, il y aura certainement encore des tensions entre la Chine, la Russie et l'Amérique. Dans ce contexte, il peut être plus sûr de se placer sous le patronage des Américains. C'est comme dans les alpages: lorsqu'une tempête arrive, les vaches se réfugient sous le plus grand arbre.

La conférence du Bürgenstock se tient ce week-end dans le canton de Nidwald. Celle-ci est-elle une étape utile dans le sens des bons services rendus par la Suisse?

Cette conférence n'est pas considérée par une grande partie du monde comme une véritable médiation. Elle est plutôt un signe de solidarité avec le camp occidental. Toutefois, elle peut mener à des discussions utiles et peut-être même à des processus sur certains aspects. Par exemple, la liberté de navigation pour le commerce des céréales, l'échange de prisonniers et la protection des installations nucléaires. Ce n'est pas comme si cette conférence ne servait à rien. Il ne faut pas critiquer le Conseil fédéral pour avoir tenté quelque chose.

Vous écrivez dans votre livre qu'en mars 2022, lors de discussions en Turquie, un accord entre l'Ukraine et la Russie était à portée de main, mais qu'il a échoué à cause des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Avez-vous des preuves à l'appui de cette thèse?

La preuve, c'est ma conversation de l'époque avec le négociateur turc. Il m'a dit qu'il n'était pas optimiste, car il y avait de grandes puissances qui poursuivaient un agenda global. Il y a également eu de nombreuses déclarations publiques d'hommes politiques occidentaux à cette époque, qui ont dit qu'il était trop tôt pour parvenir à un accord, qu'il fallait affaiblir la Russie et la vaincre.

C'est une thèse qui s'inscrit dans le récit des forces prorusses, qui affirment que c'est uniquement la faute de l'Occident si la guerre se poursuit.

Je ne dis pas cela. Je dis simplement qu'à l'époque, il y avait un certain optimisme quant aux négociations pour un cessez-le-feu. Si un tel accord avait été conclu, il aurait permis de sauver des centaines de milliers de vies. Bien sûr, l'Ukraine marque un point lorsqu'elle dit que cela serait également possible avec un retrait de la Russie. Mais un tel scénario n'est malheureusement pas réaliste.

Il ne faut pas oublier que le massacre de Boutscha, par exemple, a eu lieu à cette époque. De tels incidents devraient justement être une raison supplémentaire pour tenter de mettre fin aux massacres le plus rapidement possible.

Des analyses plus récentes et plus précises montrent toutefois qu'en mars 2022, on était loin d'un accord et que la situation se présentait de manière beaucoup plus complexe. Mon impression à l'époque était qu'il y avait une dynamique positive. Je savais aussi qu'il restait des questions difficiles à résoudre, par exemple celle des garanties de sécurité pour l'Ukraine en contrepartie du statut de neutralité. Quel type de garanties? Par quels États? C'était une question délicate, qui n'aurait pas été insoluble si la volonté politique n'avait pas soudainement disparu.

Le problème, c'est que Vladimir Poutine ne respecte de toute façon pas les accords, comme l'a prouvé son invasion de l'Ukraine.

Les Russes voient les choses dans l'autre sens. L'Occident n'a pas mis en œuvre les accords de Minsk. Ronald Reagan avait déjà dit à propos de l'Union soviétique qu'il faut à la fois de la confiance et des mécanismes de vérification. Un cessez-le-feu est de toute façon préférable, mais il faut aussi vérifier que les deux parties respectent les conditions.

Vous avez été ambassadeur à Tel Aviv et vous vous êtes engagé dans le cadre de l'Initiative de Genève pour une solution à deux États. Quel regard portez-vous actuellement sur le conflit au Proche-Orient?

Ce conflit démontre l'échec de la stratégie israélienne soutenue par l'Occident. En 2006, le Hamas a gagné les élections. Israël avait alors boycotté le Hamas et intensifié la répression, notamment à Gaza. Gaza a été isolée, des investissements ont été réalisés en Cisjordanie, ceci dans le but que les habitants de Gaza se détournent du Hamas. Dans le même temps, les négociations entre Mahmoud Abbas et Ehud Olmert ont continué, des progrès ont été réalisés. Le successeur d'Ehud Olmert, Benyamin Netanyahu, a alors poursuivi deux objectifs. Il ne devait pas y avoir d'unité palestinienne, et le conflit devait être géré sans qu'une solution à deux États ne soit envisagée. Parallèlement, il voulait quand même normaliser les relations avec les pays arabes. Ainsi, la question palestinienne devait disparaître de l'agenda international et la politique de colonisation en Cisjordanie devait pouvoir être poursuivie. Puis, il y a eu le 7 octobre, et l'échec de cette stratégie.

Vous prétendez avoir mené le Hamas à reconnaître, au moins temporairement, le droit à l'existence d'Israël.

Le Hamas a dit qu'il était prêt à vivre dans un État palestinien à l'intérieur des frontières de 1967. C'est en principe compatible avec la solution à deux États. Et je n'étais certainement pas seul. C'était un travail collectif avec différentes personnes et organisations.

Dans le même temps, le Hamas continue d'inscrire dans sa charte l'extermination de tous les juifs pour des raisons islamistes.

La charte a été partiellement remplacée en 2017 par un document qui ne contient plus cette horreur.

On a pu constater le 7 octobre que cela ne valait pas grand-chose.

Ici aussi, la confiance doit être de mise. Il faut une voie qui crée la confiance, mais aussi la vérification par des mesures strictes dans le domaine de la sécurité.

Cela signifie-t-il que tant que le Hamas est au pouvoir, la bande de Gaza doit rester aussi fermée que possible vis-à-vis d'Israël?

Je pense que le 7 octobre a montré que la manière dont Benyamin Netanyahu gère le conflit n'apporte pas la sécurité. D'autres voies sont nécessaires. Une possibilité serait la destruction totale du Hamas, mais cela signifierait aussi la destruction totale de Gaza. Et qui pourrait garantir qu'il n'y aurait pas un nouveau mouvement de résistance qui émergerait?

À Gaza, la partie palestinienne a eu son droit à l'autodétermination pendant 20 ans. Elle n'a rien fait pour sa propre population, mais s'est équipée en vue de l'incursion du 7 octobre. C'est de la propagande israélienne.

C'est pourtant la réalité.

Selon le droit humanitaire international, Gaza est toujours considérée comme un territoire occupé. Gaza était bouclée par Israël, qui contrôlait tous les échanges commerciaux. Il existe une longue liste de produits interdits parce qu'ils peuvent être utilisés pour l'armement et la création de tunnels. Ainsi, le développement économique n'est pas possible, car personne n'investit.

Le 7 octobre n'a-t-il pas montré qu'aucune paix n'est possible avec le Hamas?

Quelle est l'alternative? Une guerre éternelle? Est-ce une bonne chose pour Israël? La situation est très dangereuse, le risque d'escalade au Liban est élevé. Un cessez-le-feu serait préférable. Indirectement, Benyamin Netanyahu a coopéré avec le Hamas au cours des 15 dernières années. Les 30 millions de dollars en espèces que le Qatar verse chaque mois à la bande de Gaza ont été livrés via Israël. Benyamin Netanyahu a pensé pouvoir acheter la paix. Il a échoué. Une solution à deux États est la position du monde entier, sauf de l'Iran et d'Israël.

D'un point de vue historique, la responsabilité incombe tout autant aux Arabes. Ils auraient pu avoir la solution à deux États dès 1948, mais ont préféré faire la guerre.

Je suis d'accord. Le fait que les pays arabes aient rejeté le plan de l'ONU de 1947 est le péché originel de tout le conflit. Les territoires palestiniens auraient été beaucoup plus grands.

L'automne dernier, vous auriez dû devenir le nouveau secrétaire d'État à la politique de sécurité. Pourquoi cela n'a-t-il pas fonctionné?

Il semble qu'un tabloïd suisse alémanique ait reçu du matériel à mon sujet, un dossier d'espionnage sur ma vie privée qui s'étendait sur plusieurs années. La tentation de publier cela était bien sûr très grande. La question est de savoir d'où venaient ces informations et pourquoi?

Quelle est votre réponse?

Je ne sais pas. Des journalistes ont conclu par la suite que j'avais beaucoup d'ennemis. Je ne le savais pas. Et que je n'étais pas légitime en raison de mes positions sur l'OTAN, sur la neutralité et sur Israël.

A qui votre empêchement a-t-il profité?

Je ne veux pas spéculer.

Vous écrivez que le dossier doit avoir été établi de manière professionnelle.

Oui.

Par exemple d'Israël.

C'est de la spéculation. J'ai été ambassadeur en Israël pendant cinq ans, plus longtemps que d'habitude. Ceci parce que j'avais de très bonnes relations avec les Israéliens. Nous avons même obtenu d'eux un mandat de négociation avec le Hamas. J'ai créé un bureau d'innovation, j'ai intensifié les relations bilatérales. Je ne vois pas pourquoi Israël aurait un problème avec moi.

S'agissait-il de votre position par rapport à l'OTAN? Vous êtes sceptique quant à un rapprochement plus poussé. L'actuel secrétaire d'État voit les choses différemment.

Je me suis exprimé en ce sens lors d'une conférence des ambassadeurs en 2022. J'ai peut-être offensé certaines personnes.

Vous dites que ce matériel ne pouvait pas vous faire chanter. Alors pourquoi avez-vous tout de même proposé votre démission à la conseillère fédérale Viola Amherd?

J'ai présenté trois options à Viola Amherd. Laisser passer l'affaire, se battre juridiquement ou démissionner. Elle a choisi la troisième.

Votre livre est-il une sorte de vengeance?

Non. Mais je n'aurais certainement pas publié ce livre si j'avais encore occupé une position officielle.

Avec ce livre, vous montrez que vous ne tenez pas beaucoup au principe «servir et disparaître»...

J'ai vécu beaucoup de choses, et je ressens le besoin d'en raconter une partie. Il est aussi possible que certaines de ces choses puissent donner des clés pour comprendre la situation actuelle.

Vous ne rendez pas service aux diplomates suisses. Cela devrait compliquer les discussions telles que vous les décrivez si les interlocuteurs de la Suisse doivent s'attendre à figurer dans un livre quelques années plus tard.

La plupart des choses remontent à des années. Il n'y a rien de confidentiel dedans. Le livre a été examiné et le DFAE a donné son feu vert. Le public a quand même le droit de comprendre ce qui a contribué à la situation actuelle et comment la Suisse s'est positionnée dans le passé. Je n'aurais pas publié le livre si j'avais encore occupé une position officielle.

Êtes-vous frustré par cette fin peu glorieuse?

Non, pas du tout. J'étais le plus compétent, je me suis imposé face à 38 concurrents. Et puis cette affaire est arrivée. Bien sûr, j'espérais pouvoir influencer la politique de sécurité suisse. La direction que nous prenons actuellement – soit davantage d'OTAN et d'Amérique – n'est pas ma position. En ce sens, je n'étais probablement pas le meilleur choix. Avez-vous l'impression que je critique quelqu'un dans ce livre?

Non, mais vous présentez des informations internes et vous vous placez au centre de l'ouvrage. Ce n'est pas très diplomatique.

C'est une autobiographie, bien sûr que je suis au centre! La diplomatie ne signifie pas toujours se taire, mentir un peu et disparaître. Les moments les plus intéressants sont ceux durant lesquels j'ai servi Carla Del Ponte et Micheline Calmy-Rey. Et j'ai exécuté ce que ces personnalités me demandaient. Je pense que c'est assez intéressant pour comprendre l'histoire récente de la Suisse.

En français, le livre s'intitule «Crimes et tremblements». En allemand, «Gerechtigkeit und Frieden» (justice et paix). Pourquoi?

C'est la liberté de l'éditeur. Le titre français fait allusion à deux œuvres que tout le monde connaît: «Crimes et châtiments» de Dostoïevski et «Stupeur et tremblements» de l'auteur de best-sellers Amélie Nothomb.

Et maintenant? Quand on a lu ce que vous avez vécu, on a du mal à imaginer qu'à l'avenir, vous vous contenterez de vous asseoir sur votre terrasse pour admirer le Graiter!

Non, j'ai aussi un potager, il y aura bientôt à nouveau des champignons. Il y a beaucoup à faire quand on a une maison. Et je suis ouvert à de nouveaux défis.

Bio Express

Jean-Daniel Ruch est né le **7 février 1963**, à Moutier. Après des études en relations internationales à Genève et Lausanne, il entre, en 1992, au **service diplomatique** de la Confédération. Entre 1994 à 2000, il travaille pour l'**OSCE** à Vienne et à Varsovie. Puis, de 2000 à 2003, il œuvre en tant que second à l'ambassade de Suisse à Belgrade avant de devenir, jusqu'en 2007, conseiller politique de **Carla Del Ponte** auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Chef de la politique suisse au **Proche-Orient** de 2008 à 2012, il devient ambassadeur en **Serbie et au Monténégro** (2012-16), puis ambassadeur en **Turquie** (2016-23). En septembre 2023, il est nommé **secrétaire d'État** à la politique de sécurité, avant de démissionner quelques jours plus tard.